

Rennes

Pas de bébés à la consigne : 200 manifestants devant la préfecture Beauregard à Rennes

socialjeudi 08 avril 2010



Sarah, aide-éducatrice, accompagnée de Chloé, éducatrice, apporte son soutien au mouvement en tant que professionnelle, mais également en tant que maman.

Professionnels de la petite enfance, mais aussi parents: plus de 200 manifestants se sont rassemblés devant la préfecture Beauregard, ce midi. Ils répondaient à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne, relayé dans 51 villes françaises. Ils réclament le retrait du décret relatif à l'accueil du jeune enfant. Une délégation devait être reçue par le cabinet du préfet.

[Plus d'informations dans le journal Ouest-France](#)

Guingamp

La crèche Pinocchio sera fermée jeudi

socialmercredi 07 avril 2010



Nathalie, ici avec le petit Clément, craint une détérioration des conditions de travail et d'accueil.

Le collectif « Pas de bébés à la consigne » appelle le personnel de la petite enfance à la grève et à des manifestations jeudi dans toute la France. À Guingamp, la crèche Pinocchio sera fermée. Le personnel réclame le retrait du nouveau décret portant sur l'accueil collectif des enfants âgés de 0 à 4 ans. Il craint une détérioration des conditions d'accueil des enfants. « **Avec moins de personnel qualifié et davantage d'enfants, on ne voit pas comment nous pourrions maintenir une qualité de travail et d'accompagnement personnalisé** », s'inquiète l'équipe de Pinocchio. Une manifestation est prévue à Saint-Brieuc à 10 h 30 jeudi.

Quimper

400 personnes contre les « bébés sardines » à Quimper

politiquejeudi 08 avril 2010



400 professionnels de la petite enfance ont manifesté ce matin à Quimper contre un décret du gouvernement.

Ils sont venus de toutes les crèches du Finistère ce matin à Quimper, pour manifester contre un projet de décret du gouvernement. Près de 400 personnes ont défilé en centre-ville, répondant à l'appel national du collectif Pas de bébés à la consigne, qui réclame un plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance. Une délégation a exposé ses doléances au préfet du Finistère à 11 h 30.

Augmentation de la capacité d'accueil, baisse du nombre minimum de diplômés... « On retourne 50 ans en arrière, s'indigne Thierry Grimonprez, le président du collectif d'association de directeurs et responsables d'établissement et services petite enfance (Cadrespe). On nous demande de faire de la garde et non de l'accueil. On essaie de tirer les crèches vers le bas. »

Celui qui est aussi directeur de la crèche de Lesneven revendique la reconnaissance de la pénibilité de sa profession. « C'est une vocation, mais c'est aussi épuisant nerveusement. Mais aller donc faire reconnaître que jouer avec des enfants c'est pénible. Moi qui suis responsable civilement et pénalement de 22 enfants, je suis payé 1 800 €. On n'est pas reconnu. Et le gouvernement s'étonne des difficultés de recrutement ! »

D'après lui, ce décret est « une façon de contourner celui qui a été annulé l'année dernière. Ca revient au même : chaque salarié devra encadrer plus d'enfant. »

Nantes

800 personnels des crèches manifestent à Nantes

socialjeudi 08 avril 2010



« Ni sardine, ni à la consigne, les bébés garderont bonne mine ! » Auxiliaires de puériculture, éducateurs de jeunes enfants, professionnels de la petite enfance des crèches de Loire-Atlantique mais aussi de Vannes et de La Roche-sur-Yon manifestent aujourd'hui à Nantes contre le projet de décret de Nadine Morano. « **Nous ne voulons pas de ce texte qui prévoit plus d'enfants dans les structures existantes avec moins de personnels qualifiés** », explique la directrice de la crèche la Lanterne magique, située sur l'île de Nantes. 800 personnes, rejointes par des parents, sont parties à 10h30 de la place du Commerce pour rejoindre la préfecture où une prise de parole a eu lieu vers 11h30. Un pique-nique est organisé ce midi face au CHU de Nantes

Cholet

Les professionnels de la petite enfance mobilisés à Cholet

socialjeudi 08 avril 2010



Une délégation de professionnels de la petite enfance a été reçue en sous-préfecture, puis à l'hôtel de ville.

« **Les bébés ne sont pas des sardines !** » Près de 80 professionnels de la petite enfance ont manifesté ce matin devant la sous-préfecture de Cholet, au son des tambourins et des maracas.

Les neuf structures gérées par le CCAS de la ville de Cholet étaient représentées. « **Nous n'avons aucune récrimination contre la Ville, bien au contraire**, assuraient unanimes plusieurs jeunes femmes. **Nous avons actuellement de bonnes conditions de travail** ». Le problème c'est qu'elles estiment que ces conditions pourraient se dégrader à l'avenir. En cause : le décret annoncé par la secrétaire d'Etat Nadine Morano. « **C'est l'essence même de notre métier qui est menacé** », estime Véronique, qui y voit la fin de l'accueil personnalisé et l'impossibilité d'assurer l'épanouissement des enfants.

Une pétition de 150 signatures a été remise au sous-préfet. « **Il a bien saisi nos inquiétudes et va les faire remonter** », relataient Didier Motard et Joël Richard, représentants CFDT. En début d'après-midi, une délégation a également été reçue à l'hôtel de ville par l'adjointe au maire Isabelle Leroy.

Lisieux

Les hospitaliers de Lisieux mobilisés pour garder leur crèche

santéjeudi 08 avril 2010



Ouest-France

Nouvelle journée d'action pour les hospitaliers de Lisieux dans le cadre de l'opération « pas de bébés à la consigne ». Dans la cour de mairie, depuis ce matin, une trentaine d'agents hospitaliers et d'employés de la crèche municipale manifestent pour maintenir la crèche de l'hôpital.

Dépêches de l'Education

du Jeudi 8 avril 2010

AFP

VousNousILS.FR
Quand la vie éducative se conjugue au pluriel

Grève dans les crèches: pour Nadine Morano, le "mouvement s'essouffle"

La secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano a estimé que le mouvement des professionnels de la petite enfance, en grève jeudi, était "essoufflé" par rapport à la dernière mobilisation du 11 mars. Le mouvement "est moins important parce que déjà même devant mon ministère, il y avait à peine 1.000 personnes", a-t-elle déclaré à l'AFP. "C'est un mouvement qui est essoufflé", a-t-elle insisté. La manifestation parisienne, qui a relié Port-Royal (VIème arrondissement) au secrétariat d'Etat à la Famille (VIIème), a réuni 10.000 personnes selon les organisateurs, 4.700 selon la police. Le 11 mars, les organisateurs avaient annoncé 10.000 manifestants et la police 4.500.

Plusieurs dizaines d'autres rassemblements étaient organisés en France : entre 800 (police) et 1.000 (organisateur) à Bordeaux ou 240 à Lille selon la police.

Mme Morano a souligné que "même s'il y a deux ou trois personnes en grève par crèche, elle est obligée de fermer pour raison de sécurité", estimant que "cela fausse complètement la lisibilité" des chiffres.

Pour cette raison, "on ne peut pas mesurer l'ampleur" du mouvement, a-t-elle estimé.

Un collectif de professionnels, syndicats et associations conteste un décret publié "prochainement" qui permet d'augmenter ponctuellement les capacités d'accueil des crèches et de réduire le nombre de personnels diplômés (auxiliaire de puériculture, éducateur de jeunes enfants...) au profit de personnels moins qualifiés, comme les titulaires de CAP Petite enfance.

A Marseille, il y avait 15 établissements ouverts sur 52 établissements municipaux et 50% de grévistes, a assuré Mme Morano, citant la mairie.

Jeudi matin, la mairie avait indiqué à l'AFP que sur 60 établissements, 38 étaient fermés, 16 partiellement ouverts, un ouvert seulement l'après-midi tandis que cinq seraient normalement ouverts.

Les établissements d'accueil des jeunes enfants étant de statuts très divers (municipaux, associatifs...), il n'existe pas de chiffres nationaux sur le nombre de crèches fermées ou le taux de salariés grévistes.